

POUVOIR ADJUDICATEUR : GROUPEMENT CÉNOVIA-TRANSAMO AGISSANT AU NOM ET POUR LE COMPTE DE LE MANS MÉTROPOLE

OPERATION : 2019 - CHRONOLIGNES

MARCHE DE TRAVAUX

MARCHE PASSE PAR LOTS SEPARES

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Objet de l'opération de travaux :

Aménagement de Chronolignes sur le réseau urbain de transport public de LE MANS MÉTROPOLE

MARCHÉ 06 : OUVRAGES D'ART GENIE CIVIL (AO-GC)

Lot n°6

Cette opération de travaux est divisée en 21 lots définis ci-dessous.

Pouvoir adjudicateur :



Communauté urbaine – Le Mans Métropole.
CS 40010
72039 LE MANS CEDEX 9

Mandataire agissant au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur :



GROUPEMENT CENOVIA – TRANSAMO

41 rue de l'Estérel
CS 51511
72015 LE MANS CEDEX 2
Tel : 02.43.39.19.70
www.cenovia.fr

Représenté par Monsieur Loïc SÉVIN, Directeur Général Délégué de Cénovia

Date limite de réception des offres : JEUDI 30 MAI 2024 - Heure : 14h00

Horaires d'ouverture des locaux: du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h à 17h30, sauf le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h à 17h00, sauf jours fériés.

SOMMAIRE

I. OBJET DU MARCHÉ – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES	3
I.1 - Nature et étendue des travaux	3
I.2 - Marché réservé	6
II. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	6
II.1 - Procédure	6
II.2 - Liste des intervenants.....	6
II.3 - Mode de dévolution	7
II.4 - Décomposition en tranches.....	8
II.5 - Variantes.....	8
II.6 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	8
II.7 - Durée du marché - Reconduction - Délais d'exécution.....	8
II.8 - Contenu du dossier de consultation	8
II.9 - Modification de détail au dossier de consultation	10
II.10 - Délai de validité des offres.....	10
II.11 - Visite des lieux d'exécution du marché.....	10
II.12 - Réalisation de prestations similaires.....	10
II.13 - Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique	10
III. RETRAIT DU DOSSIER	11
IV. CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
IV.1 - Eléments nécessaires à la sélection des candidatures	12
IV.2 - Eléments nécessaires au choix de l'offre.....	14
V. JUGEMENT DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE ..	15
V.1 - Critères, sous-critères de jugement des offres et méthodes de notation	15
a - Méthode de notation du critère prix	17
b - Méthode d'appréciation des sous-critères techniques composant le critère de la Valeur Technique	18
c - Classement final.....	18
V.2 - Vérification de la situation de l'attributaire.....	18
VI. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	19
VI.1 - Conditions de la dématérialisation	20
VI.2 - Modalités d'envoi des propositions dématérialisées.....	20
VI.3 - Modalités d'envoi des éléments qui ne peuvent faire l'objet d'une dématérialisation	22
VI.4 - Modalités de signature des candidatures et des offres	22
VII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	23

I. OBJET DU MARCHÉ – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

I.1 - Nature et étendue des travaux

Le marché qui sera conclu à la suite de la procédure engagée se rapporte à l'opération de travaux ayant pour objet : Aménagement de Chronolignes sur le réseau urbain de transport public de LE MANS MÉTROPOLE.

L'OPERATION DE TRAVAUX EST ALLOTIE COMME SUIT :

- Marché 1 : Voirie Provisoire et Libération des Emprises VPLE :
 - Lot 1 : Voirie Provisoire et Libération des Emprises VPLE
- Marché 2 : Voirie et Infrastructures (INFRA)
 - Lot 2.1 : Voirie et Infrastructures (INFRA) – Secteur 1
 - Lot 2.2 : Voirie et Infrastructures (INFRA) – Secteur 2
 - Lot 2.3 : Voirie et Infrastructures (INFRA) – Secteur 3
 - Lot 2.4 : Voirie et Infrastructures (INFRA) – Secteur 4
- Marché 3 : Eclairage public (EPU)
 - Lot 3.1 : Eclairage public (EPU) – Secteur 1
 - Lot 3.2 : Eclairage public (EPU) – Secteur 2
 - Lot 3.3 : Eclairage public (EPU) – Secteur 3
 - Lot 3.4 : Eclairage public (EPU) – Secteur 4
- Marché 4 : Signalisation Lumineuse Tricolore (SLT)
 - Lot 4 : Signalisation Lumineuse Tricolore (SLT)
- Marché 5 : Aménagements Paysagers (AP)
 - Lot 5.12 : Aménagements Paysagers (AP) – Secteurs 1 et 2
 - Lot 5.34 : Aménagements Paysagers (AP) – Secteurs 3 et 4
- Marché 6 : Ouvrage d'Art et Génie Civil (OA-GC)
 - Lot 6 : Ouvrage d'Art et Génie Civil (OA-GC)
- Marché 7 : Déconnexions EP (DEC)
 - Lot 7.1 : Déconnexions EP (DEC) – Secteur 1
 - Lot 7.2 : Déconnexions EP (DEC) – Secteur 2
 - Lot 7.3 : Déconnexions EP (DEC) – Secteur 3
 - Lot 7.4 : Déconnexions EP (DEC) – Secteur 4
- Marché 8 : Dévoiements et opportunités eau potable (DEV)
 - Lot 8.1 : Dévoiements et opportunités eau potable (DEV) – Secteur 1
 - Lot 8.2 : Dévoiements et opportunités eau potable (DEV) – Secteur 2
 - Lot 8.3 : Dévoiements et opportunités eau potable (DEV) – Secteur 3
 - Lot 8.4 : Dévoiements et opportunités eau potable (DEV) – Secteur 4

Lieu d'exécution : Agglomération du Mans.

La présente consultation ne concerne que le lot suivant :

N° de lot	Intitulé du lot
Lot 6	Ouvrages d'Art et Génie Civil (OA-GC) – Secteurs 1 et 2

Contexte de l'opération :

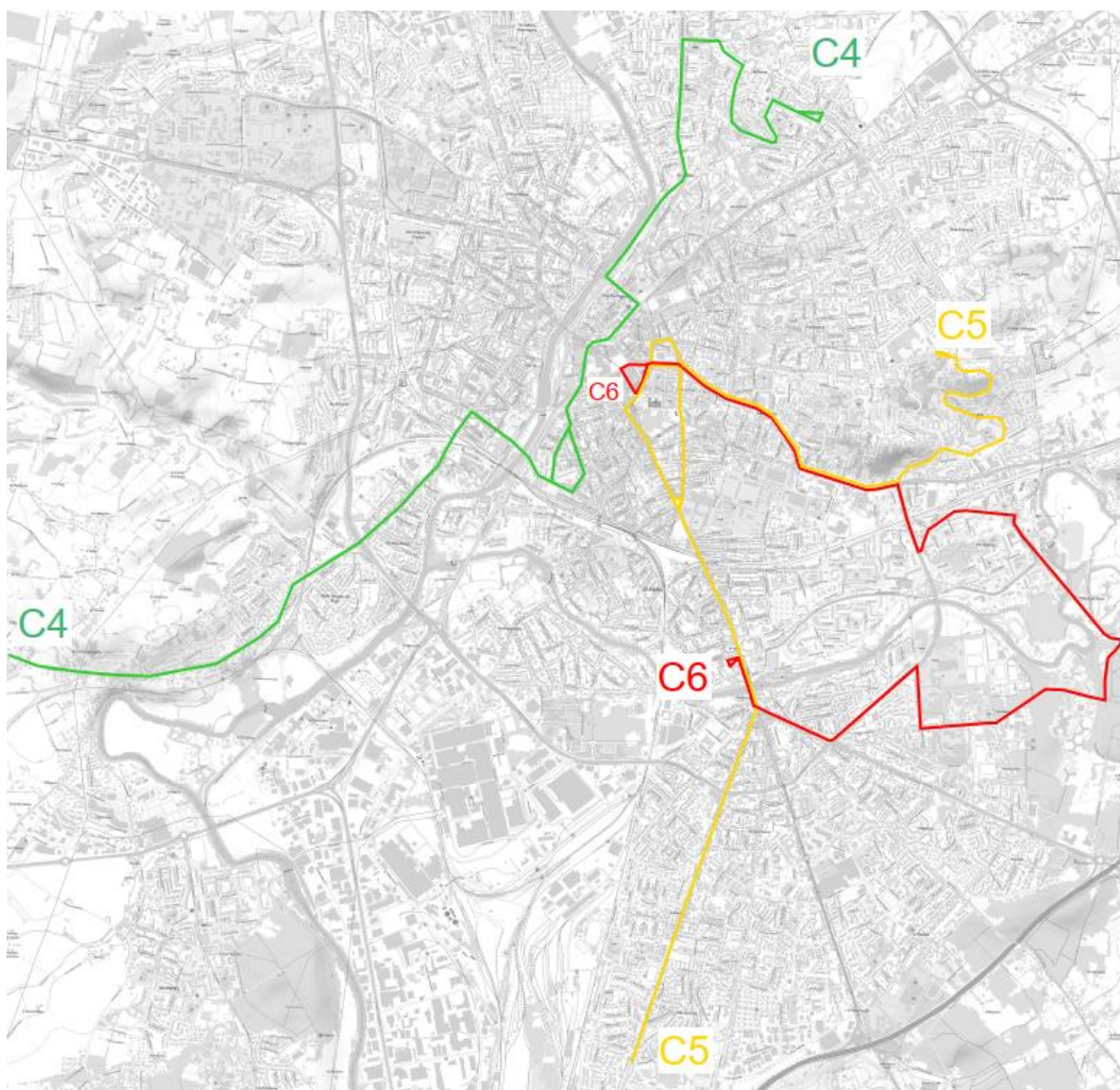
Le réseau de transport urbain de Le Mans Métropole a connu d'importantes évolutions ces dernières années :

- Mise en service de la première ligne de tramway en novembre 2007 (T1),
- Mise en service d'une seconde ligne de tramway en août 2014 (T2),
- Mise en service d'une ligne de BHNS (T3, Tempo).

En complément des deux lignes de tramway (T1 et T2) et de la ligne de BHNS Tempo (T3), trois lignes de bus structurantes du réseau de transport urbain doivent faire l'objet d'aménagements de type Chronolignes. Elles permettront de compléter la desserte de tous les quartiers denses de l'agglomération, des grands équipements et des pôles générateurs de déplacements, comme le centre-ville de Coulaines, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, les gares, le lycée Saint Joseph, le lycée Le Mans sud, le lycée Funay – Hélène Boucher, les centres de formation, les Mutuelles du Mans Assurances et le centre des expositions.

Par délibération du 4 juillet 2018, le conseil communautaire de Le Mans Métropole a adopté le programme relatif à l'aménagement de ces trois Chronolignes, d'environ 10 km chacune. Ces trois Chronolignes sont :

- C4 : Bellevue-Hauts de Coulaines, gares, Saint-Georges, Saint-Joseph
- C5 : Gazonfier, République-de-Gaulle, Oasis-Centre des Expositions
- C6 : République, lycées sud, Saint-Martin.



Les objectifs de l'opération sont les suivants :

- Performance, pérennité du système de transport de voyageurs et qualité de service, tels qu'exposés dans le programme,
- Qualité et intégration des aménagements dans le paysage urbain,
- Maîtrise des coûts d'investissements des infrastructures,
- Maîtrise des coûts de possession, exploitation et maintenance,
- Maîtrise des délais dans un calendrier ambitieux.

Par ailleurs, le projet des Chronolignes prendra en compte :

- La requalification urbaine, notamment sur des axes stratégiques (entrées de ville, centres-villes),
- La création, le maintien et/ou l'amélioration des aménagements pour les modes doux sur l'itinéraire, autour et en direction des Chronolignes, ceci en cohérence avec le nouveau PDU (Plan de Déplacement Urbain).

Description des prestations et objectifs fonctionnels à remplir pour le lot 6 :

Les objectifs fonctionnels à remplir sont les suivants :

- Réalisation des murs de soutènement.
- Démolition et reconstruction de la GBA sur l'ouvrage SNCF.

Les prestations :

- Terrassements généraux et purges pour la pose des murs de soutènement
- Réalisation des murs de soutènement toute technique
- Dépose de la GBA sur l'ouvrage SNCF
- Réalisation de la nouvelle GBA sur l'ouvrage SNCF
- Réfection de l'étanchéité sur le tablier

Nomenclature :

- N° de la nomenclature européenne CPV : 45220000-5 : Ouvrage d'Art et de Génie Civil

Codes complémentaires CPV :

- 45200000-9 : Travaux de construction complète ou partielle et travaux de génie civil.
- 45262620-3 : Murs de soutènement

I.2 - Marché réservé

Le marché n'est pas réservé.

II. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

II.1 - Procédure

La présente consultation est passée, dans le respect des dispositions du code de la commande publique, selon la procédure suivante :

Procédure d'appel d'offres ouvert (art R.2161-2 à R.2161-5)

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres.

II.2 - Liste des intervenants

- Maîtrise d'ouvrage : **LE MANS METROPOLE** est le Maître d'Ouvrage du projet.
- Maîtrise d'ouvrage déléguée : Compte tenu de la spécificité de l'opération, Le Mans Métropole a décidé d'avoir recours à un mandataire qui interviendra en son nom et pour son compte afin d'assurer la mise en œuvre du projet, tant au niveau technique, administratif et juridique que financier.

Le mandat de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement de trois Chronolignes sur le territoire de Le Mans Métropole a ainsi été notifié au groupement conjoint composé des sociétés **Cénovia (mandataire) et Transamo (cotraitant)** le 9 janvier 2019.

Le mandataire intervient sur ce marché en tant que représentant du Pouvoir Adjudicateur.

- Maîtrise d'œuvre générale : La maîtrise d'œuvre générale du projet a été confiée au groupement **Endurance**, constitué des entités suivantes :
 - SERUE Ingénierie (Mandataire) : Direction de Projet, OPC, Procédures

- Agence PAUME : Villes, Paysages et Mobilités – Architecte Urbaniste et paysage
- CERAMIDE : Infrastructures et synthèse
- TRANSITEC : Circulation et déplacement
- CETRAC Ingénierie : Génie civil bâtiments
- Bureau de contrôle : La mission de contrôle technique est assurée par :

SOCOTEC CONSTRUCTION SAS

Agence Construction et Immobilier Le Mans
Bâtiment Jupiter
167 rue de Beaugé
CS 51413 – Le Mans Cedex 2
Tel : 02.43.39.90.10
construction.le-mans@socotec.com

- CSPS: Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée en phase études et phase travaux par :

QUALICONSULT SÉCURITÉ

46 rue du Moulin aux Moines
72650 LA CHAPELLE SAINT-AUBIN
Tél : 02.45.34.03.20
lemans.qcs@qualiconsult.fr

- OPC : La mission OPC est confiée au groupement de maîtrise d'œuvre précité.

II.3 - Mode de dévolution

L'opération de travaux est divisée en lots tels que définis à l'article 1.1, chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Chaque marché sera conclu avec une entreprise unique ou des entreprises groupées.

Forme du groupement :

En cas de constitution d'un groupement, il ne sera exigé aucune forme particulière au groupement attributaire.

Dans le cas d'un groupement conjoint, **le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.**

La présente consultation ne concerne que le lot n°6 de l'opération de travaux allotie.

Nota important : Clause d'exclusivité

Conformément à l'article R 2142-21 du Code de la Commande Publique, **l'acheteur interdit aux candidats dans le cadre de la présente consultation de présenter plusieurs candidatures** en agissant à la fois :

*En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,

*En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les candidats (mandataire ou membres de groupement) ne pourront se présenter que dans le cadre d'une candidature unique. **La présence d'un même candidat (mandataire ou membres de groupement) au sein de deux candidatures différentes entraînera l'élimination directe de ces candidatures.**

Il appartient donc à chaque mandataire d'alerter et de vérifier cette clause avec ses partenaires co-traitants.

II.4 - Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

II.5 - Variantes

La proposition de variantes n'est pas autorisée.

II.6 - Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

II.7 - Durée du marché - Reconduction - Délais d'exécution

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement (art. 7.1) valant CCAP.

À titre indicatif, on peut prévoir que les travaux commenceront fin octobre 2024 à la suite de la période de préparation deux mois.

II.8 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend les éléments suivants :

1-1 Dossier Administratif

- Le règlement de la consultation et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Modèle de Déclaration sur l'honneur à compléter
 - Annexe n°2 : Formulaires DC1-DC2-DC4
- Le cadre d'acte d'engagement valant CCAP et ses annexes :
 - Annexe n°2 : Engagement relatif à la clause de promotion de l'emploi
 - Annexe n°4 : Désignation du Directeur de Travaux

1-2 Dossier Pièces Techniques Communes

- Cahier des Clauses Fonctionnelles et Environnementales de Chantier CCFEC
- Cahier des Clauses Techniques Communes CCTC
- Plan d'Organisation du Projet POP
- Plan Général de Coordination PGC
- Rapport Géotechnique G2 PRO
- Arrêté préfectoral n°2023-138 portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive
- Sous-dossier « géotechnique »
- Sous-dossier « Cahier des charges LMM »

1-3 Dossier Pièces Techniques Particulières

- Note d'hypothèses Ouvrages OA-GC ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP
- Bordereau des Prix Unitaires - BPU (Le BPU constituera l'annexe n°1 à l'acte d'engagement valant CCAP) ;
- Devis Quantitatif et Estimatif – DQE ;
- Plans reconstruction-riveraines secteur 1 et secteur 2

1-4 Livrables dossier PRO

G0-00 : Synthèse et études générales :

- Plan de situation des secteurs opérationnels - Phase 1
- Le planning Directeur d'exécution des travaux (planning espace-temps) (qui constituera l'annexe 3 à l'acte d'engagement valant CCAP)
- Carnet de plans de phasage
- Carnet de coupes de phasage
- Notice d'interfaces
- Allotissement
- Dossier des émergences existantes - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4 + Carnet des émergences
- Plans de principe d'installation et d'accès de chantier

G0-01 : Réseaux existants et dévoiements

- Notice générale de dévoiement des réseaux
- Plan de synthèse des réseaux et relevé des émergences - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Plan de dévoiement des réseaux - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4

G0-02 : Ouvrages

- Note d'hypothèses de dimensionnement des ouvrages
- Plans et coupes des ouvrages – Secteur 1 et Secteur 2

G0-03 : Aménagements urbain

- Notice des aménagements (revêtements, bordures, mobilier urbain, mobilier d'éclairage) y c détails - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Notice espaces verts y c détails
 - Notice - Secteurs 1 et 2
 - Notice - Secteurs 3 et 4
- Plan de synthèse des aménagements urbains - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Plan des plantations et espaces verts - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Reconstitutions riveraines - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Plan de bordures et altimétrie - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4

G0-05 : Voirie et principes de nivellement

- Notice voirie
- Carnet de coupes, nivellement, structures et réseaux - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Plans des terrassements et structures de voirie - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Plans réseaux d'eaux pluviales, nivellement et bordures - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Notice de fonctionnement de la GIEP
- Notice technique éclairage
- Plans réseaux Eclairage - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Plans câblage d'éclairage - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Plans réseaux Fibre - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Plans Signalisation Lumineuse Tricolore - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Plans GC Orange - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Plans mise à disposition ENEDIS - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Carnet des branchements particuliers - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Plans de dépose des réseaux aériens - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4
- Plans de synthèse des réseaux projetés - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4

G0-06 : Stations

- Notice des aménagements des stations, détails, typologie et techniques - Secteurs 1 / 2 / 3 / 4

II.9 - Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter **au plus tard 10 jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

II.10 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **cent quatre-vingt jours (180 jours)** à compter de la date limite de réception des offres.

II.11 - Visite des lieux d'exécution du marché

Il n'est pas organisé de visite de site obligatoire mais celle-ci est vivement conseillée. Les lieux d'exécution du marché sont accessibles à tous car situés sur l'espace public.

II.12 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entraînerait de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

II.13 - Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et son décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 (nouveau code de la commande publique) relative aux marchés publics en incluant dans ce marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable au lot identifié ci-dessous :

N° du lot	Désignation du lot	Heures d'insertion
Lot 6	Lot 6 : Ouvrage d'Art et Génie Civil (OA-GC) – Secteurs 1 et 2	1 600h

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'article II.10.b de l'acte d'engagement valant CCAP précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

Le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Ce dispositif est identifié à l'article II.10.c de l'acte d'engagement valant CCAP.

ATTENTION :

LES CANDIDATS NE SONT PAS AUTORISÉS À FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RÉSERVES SUR LA CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.

UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS À CETTE CONDITION D'EXÉCUTION SERA DÉCLARÉE
IRRÉGULIÈRE
POUR NON-RESPECT DES RÈGLES DE LA CONSULTATION.

III. RETRAIT DU DOSSIER

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Les candidats téléchargeront les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le profil d'acheteur de Cénovia : <https://www.marches-publics.info/>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, Quickzip ou winrar par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- .docx ou .xlsx ou .pptx (lisibles par l'ensemble Microsoft Office, Open office, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique au 0 892 14 00 04 ou par mail à l'adresse mail suivante : support-entreprises@aws-france.com

IV. CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

IV.1 - Eléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans un dossier « Candidature » les pièces suivantes :

1/ Une lettre de candidature (DCI ou équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Le seul dépôt de la candidature et de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement l'acte d'engagement du marché qui lui serait attribué dans le délai de validité des offres. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité

2/ Une déclaration sur l'honneur (cf. modèle ci-joint) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DCI complété sur ce point ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

Comme la lettre de candidature, la déclaration sur l'honneur n'a pas à être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant. Elle sera signée au stade de l'attribution par le seul attributaire (candidat seul ou ensemble des cotraitants en cas de groupement).

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

3/ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

- Inscription sur un **registre professionnel**

Capacité économique et financière :

- L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles :

Niveau minimal de capacité exigé :

• Lot 6 : Ouvrages d'Art et Génie Civil (OA-GC) – Secteurs 1 et 2 : **Le candidat ou groupement candidat doit avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen minimal sur les trois dernières années de : 4 000 000 €**

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateurs'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Capacités techniques et professionnelles :

- Déclaration indiquant **le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de prestations de même nature et d'importance similaire ;
- Déclaration indiquant **les effectifs moyens annuels du candidat** et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Une **liste des principales prestations d'objet similaire au présent marché**, effectuées au cours des trois (3) dernières années en indiquant pour chacune d'elles la nature, le lieu, la date de réalisation, le client public ou privé, si elle a été réalisée en propre, en groupement ou en tant que sous-traitant et le montant.
- **Certificats d'identité professionnelle suivants :**
 - IP 253 Soutènement berlinoise : IP 2532 Hauteur ≤ 6m
 - IP 231 Travaux de terrassement en grande masse : IP2313 Autres opérations de terrassement en grande masse de technicité moyenne

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des références de travaux.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), **il devra produire les pièces ci-dessus relatives à cet intervenant.**

Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

En ce cas, **il pourra produire une attestation sur l'honneur / un engagement écrit du sous-traitant** actant de son engagement à intervenir en cas d'attribution du marché.

Pour la présentation des éléments de leur candidature :

Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Ils sont également transmis en annexe n°2 du présent RDC.

Un document unique de marché européen (DUME), rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place :

- de la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique
- des renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Le DUME peut être accessible :

- Par l'utilitaire disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Par l'outil mis en place par la Commission européenne

Les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature,
 - d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais
- et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace. L'accès à ces documents est gratuit.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

IV.2 - Eléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire, les documents suivants réunis au sein d'un dossier "Offre" :

1. Un projet de marché comprenant :

- Le cadre d'acte d'engagement (AE) valant CCAP dûment complété pour valoir offre de prix
- Le bordereaux des prix unitaires (BPU) dûment complété selon le cadre joint au DCE (qui constituera l'annexe n°1 à l'AE valant CCAP) ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) dûment complété selon le cadre joint au DCE ;
- L'engagement relatif à la clause de promotion de l'emploi dûment complété selon le cadre joint au DCE (qui constituera l'annexe n°2 à l'AE valant CCAP) ;
- La désignation du Directeur de Travaux dûment complétée selon le cadre joint au DCE (qui constituera l'annexe n°4 à l'AE valant CCAP)
- Le cas échéant, la ou les déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir pour l'exécution des prestations

Si l'offre est produite par un groupement conjoint d'entreprises, il est précisé le point suivant :

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination des cotraitants est couverte par les prix des travaux qui lui sont attribués. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), leurs annexes et autres pièces du DCE ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

2. Un mémoire justificatif des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux

Les informations contenues dans le mémoire auront en effet pour objet de répondre aux critères et sous-critères de notation définis à l'article V.I du présent règlement de la consultation.

Ce mémoire est structuré selon un canevas prédéfini et devra respecter un ordre précis de présentation organisé en parties ci-après listées, elles-mêmes scindées en chapitres :

- Partie 1 : Adéquation des moyens humains et matériels mis en œuvre pour l'exécution et pour assurer les échéances ;
- Partie 2 : Efficience du mode opératoire des travaux ;
- Partie 3 : Efficience de l'organisation du chantier (base de vie, accès, stockage) ;
- Partie 4 : Efficience de la méthodologie pour limiter les nuisances ;
- Partie 5 : Assurance Qualité ;
- Partie 6 : Qualité et provenance des matériaux et matériels ;

Il est précisé que seules les informations présentes dans les parties et chapitres dédiés seront analysées et notées.

Enfin le mémoire technique ne pourra dépasser **un nombre de 30 pages maximum format A4** (hors page de garde, sommaire et annexes) étant entendu que toute information relative à la méthodologie ne peut figurer en annexe ou sera alors non prise en compte dans la notation. Seuls seront acceptés en annexes les CVs, les fiches produit, les fiches techniques, les fiches descriptives des moyens matériels.

Le cadre d'acte d'engagement valant CCAP n'a pas à être signé par les candidats. L'acte d'engagement valant CCAP et ses annexes seront signés par le seul candidat attributaire avant sa notification à celui-ci. Il en sera de même des déclarations de sous-traitance, le cas échéant.

V. JUGEMENT DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE

V.1 - Critères, sous-critères de jugement des offres et méthodes de notation

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

Marché 6 : OUVRAGES D'ART GENIE CIVIL (AO-GC) Lot n°6	
Critère 1 : Valeur Technique Pondération 60 points	
Sous-critères & Eléments appréciés	Pondération
Partie 1/Adéquation des moyens humains et matériels mis en œuvre pour l'exécution et pour assurer les échéances Chapitre 1.1 : Description des moyens humains mis en œuvre pour l'exécution des prestations avec CV engageant pour le directeur de travaux. Composition de l'équipe affectée au marché, expérience et qualification des intervenants, organigramme nominatif, en détaillant la répartition entre mandataire, co-traitants et sous- traitants et par activité. Chapitre 1.2 : La description des moyens matériels et industriels affectés à la réalisation des prestations (type, caractéristiques, nombre ...), en détaillant la répartition entre mandataire, co-traitants et sous-traitants. Chapitre 1.3 : Description des moyens humains et matériels associés au planning directeur (planning espace-temps).	<u>10 points</u> 3 points 2 points 5 points
Partie 2/Efficience du mode opératoire des travaux Chapitre 2.1 : Compréhension des contraintes de chantier (environnement urbain, coactivité, travail simultané sur plusieurs secteurs, ...) Chapitre 2.2 : Méthodologie, pertinence et qualité des modes de réalisation des travaux spécifiques de réalisation des murs de type berlinoise à proximité des parcelle privée (Secteur de Pruillé) , (procédés de fabrication, procédés d'exécution sur site, modes opératoires, enchaînement des tâches, mesures pour la coordination géographique et temporelle des différentes activités, protection des ouvrages, etc.). Chapitre 2.3 : Description détaillée de toutes les règles que l'entrepreneur utilisera pour l'établissement des études d'exécution et notamment pour la gestion des	<u>15 points</u> 2 points 6 points 5 points

<p>interfaces avec les lots INFRA, la réalisation des travaux ainsi que celles qu'il utilisera pour la réalisation des récolements et DOE provisoires et définitifs.</p> <p>Chapitre 2.4 : Mesures prises pour l'exécution du chantier en faveur du Développement durable (bilan carbone, cycle de vie des fournitures, ...).</p>	2 points
<p>Partie 3/Efficience de l'organisation du chantier (base de vie, accès, stockage)</p> <p>Chapitre 3.1 : Organisation et encadrement. Le candidat précisera les modalités et méthodologie mises en œuvre : pour l'organisation de la phase de préparation, pour la réalisation, la validation et le maintien des planches d'essais, pour la réalisation et le suivi de la planification des travaux, pour la réalisation et le suivi de la des dossiers d'exploitation, pour la gestion des délais.</p> <p>Chapitre 3.2 : Organisation du stockage des matériaux. Le candidat précisera les modalités et méthodologie d'approvisionnement et de stockage pour les principaux matériaux par phase.</p> <p>Chapitre 3.3 : Dispositions prises pour l'astreinte.</p> <p>Chapitre 3.4 : Gestion des interfaces inter-lots et notamment vis-à-vis des interfaces avec les lots INFRA et avec les intervenants extérieurs (Concessionnaires, Riverains, etc.).</p>	<p>10 points</p> <p>3 points</p> <p>3 points</p> <p>2 points</p> <p>2 points</p>
<p>Partie 4/Efficience de la méthodologie pour limiter les nuisances</p> <p>Chapitre 4.1 : Moyens humains et matériels, pour garantir la propreté des chantiers et de ses abords et dispositions prises pour la gestion, la collecte et le tri des déchets.</p> <p>Chapitre 4.2 : Dispositions prises pour le maintien des différentes circulations (VL, Cycles et piétons) et modalités de maintien en état des systèmes de barriérage du chantier et des circulations périphériques</p> <p>Chapitre 4.3 : Les dispositions prises pour l'information des riverains.</p> <p>Chapitre 4.4 : Méthodologie pour limiter le bruit et les poussières.</p>	<p>10 points</p> <p>3 points</p> <p>3 points</p> <p>2 points</p> <p>2 points</p>
<p>Partie 5/Assurance Qualité</p> <p>Chapitre 5.1 : Description de l'organisation des contrôles internes et externes y compris sous-traitants</p> <p>Chapitre 5.2 : Liste des points clés / points critiques / points d'arrêt</p>	<p>10 points</p> <p>5 points</p> <p>5 points</p>
Partie 6/Qualité et provenance des matériaux et matériels	5 points

Chapitre 6.1 : Qualité des autres matériaux : Provenance, nature et qualité de l'ensemble des matériaux, et fournitures (fiches produit, fiches techniques, description des provenances, fournisseur).	5 points
<p style="text-align: center;">Critère 2 : Prix Pondération 40 points</p> <p style="text-align: center;">Sur la base du DQE fourni à cet effet, le candidat moins disant obtiendra la note maximale de 40 points.</p>	

a - Méthode de notation du critère prix

Le montant M pris en considération sera la somme des sous-totaux HT composant le DQE (Ouvrages + Prestations Générales + DQE Secteur 1 + DQE Secteur 2) :

- ⇒ L'offre dont le montant M est le plus faible se verra attribuer la note maximale de 40 points, sous réserve qu'elle ne soit pas considérée comme une offre anormalement basse ;
- ⇒ Les autres offres se verront attribuer la note calculée comme suit :

$$Np = 40 \times \frac{M. \min}{M. \text{cand}}$$

Avec :

- *M. min = Montant M de l'offre de référence pour la formule, correspondant au montant de l'offre moins-disante (prix de l'offre la moins chère), excluant les offres anormalement basses.*
- *M. cand = Montant de l'offre faisant l'objet de la notation*
- *Np = Note de l'offre faisant l'objet de la notation*

La note Np est arrondie au dixième de point. Pour une note ou le centième prend la valeur 5 ou supérieure, la note est arrondie au dixième supérieur, sinon elle est arrondie au dixième inférieur.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur utilisera la méthode d'identification suivante en cas de suspicion d'offre anormalement basse :

Méthode d'identification des offres anormalement basses utilisée par le pouvoir adjudicateur
1) Calcul de la moyenne de toutes les offres (M1). Si le nombre total des offres est inférieur à 4, l'estimation du pouvoir adjudicateur sera intégrée au calcul, autant de fois que nécessaire, pour le calcul de la moyenne. 2) Vérification et exclusion des offres « excessivement hautes » du calcul. Une offre sera considérée comme anormalement haute si elle est supérieure à 1,20 fois le montant de la moyenne M1 (offre >1,20 M1). Elle sera alors écartée du calcul. 3) Calcul ensuite d'une nouvelle moyenne (M2) : Elle correspond à la moyenne des offres auxquelles seront retirées les offres considérées comme anormalement hautes, le cas échéant. Si le nombre des offres restantes est inférieur à 4, l'estimation du pouvoir adjudicateur sera intégrée au calcul, autant de fois que nécessaire, pour le calcul de la moyenne. 4) Détection des offres susceptibles anormalement basses : Une offre sera considérée comme potentiellement anormalement basse et fera l'objet d'une demande de précisions et de justifications lorsqu'elle sera inférieure de 0,80 fois le montant de la moyenne M2 (offre <0,80 M2).

b - Méthode d'appréciation des sous-critères techniques composant le critère de la Valeur Technique

Pour chaque chapitre, les points seront attribués de la manière suivante :

Appréciation de l'offre technique	Pourcentage de la note maximale
La proposition répond de manière très satisfaisante à toutes les exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du marché	100%
La proposition répond de manière satisfaisante aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du marché	80%
La proposition répond moyennement aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du marché.	60%
La proposition répond de manière lacunaire à certaines exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du marché	40%
La proposition répond insuffisamment par manque d'éléments d'appréciation aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du marché	20%
La proposition ne satisfait pas aux exigences et/ou conditions de participation de l'appel d'offres	0%

À l'issue de la notation des offres techniques, la note attribuée aux candidats sera calculée comme suit :

$$N = 60 \times \frac{\text{Nombre de points de l'offre analysée}}{\text{Nombre de points de la meilleure offre}}$$

Le candidat ayant reçu le plus grand nombre de points obtiendra ainsi la note de 60.

c - Classement final

La note finale résultera de la somme des notes obtenues pour le critère technique et le critère prix.

Le choix se portera sur le candidat ayant obtenu la note la plus élevée. L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle ayant obtenu la meilleure note.

En cas de classement en première position de candidats ex aequo à l'issue de l'analyse des offres, le candidat ayant eu la meilleure note sur le critère prépondérant, ou à défaut sur le sous-critère prépondérant, se verra déclaré attributaire pressenti.

V.2 - Vérification de la situation de l'attributaire

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans **un délai de cinq (5) jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur** :

- **Les pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique, à savoir notamment :**
 - Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
 - Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents

- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, L.2312-27, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le numéro unique d'identification INSEE du candidat permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
- Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

- L'attestation d'assurance responsabilité civile décennale

Ces pièces devront être déposées sur la plateforme en ligne mise à disposition à l'adresse suivante : [e-Attestations - éditeur de logiciel TPRM - e-Attestations.com](https://e-Attestations.com)

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article « présentation des candidatures », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

VI. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

Seule la forme dématérialisée est admise

Les candidatures et offres seront remises par la voie électronique via le profil d'acheteur de Cénovia : <https://www.marches-publics.info/>

Si le candidat adresse plusieurs candidatures et/ou offres différentes, seule la dernière candidature et/ou offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

Attention, en conséquence, tout nouveau dépôt d'une candidature et/ou d'une offre doit comporter l'ensemble des documents requis au titre du présent règlement. A défaut, la candidature sera jugée irrecevable et/ou l'offre irrégulière.

VI.1 - Conditions de la dématérialisation

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat®.pdf
- Rich Text Format.rtf
- .docx ou .xlsx ou .pptx
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, .png

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

VI.2 - Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation AWS-ACHAT <https://www.marches-publics.info/> via ce lien : [Conditions générales d'utilisation - AWSolutions](#) et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique au 0892 14 00 04 ou par mail à support-entreprises@aws-france.com

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Chacun des "dossiers" ou "répertoires" électroniques intégrés dans le "pli" électronique transmis formant la candidature ou l'offre devront être présentés de la façon suivante :

- Un dossier « Candidature » dans lequel il exigé un sous-dossier pour chacun des membres composant le groupement ;
- Un dossier général « Offre »

Pour faciliter la lecture des documents :

- Le candidat veillera à ce que les intitulés de chaque fichier ne soient pas trop longs. Pour réduire le nombre de caractères, utilisez des abréviations facilement reconnaissables.
- Le nom d'un fichier doit être le plus court possible et doit refléter son contenu.

Il conviendra de bannir tout ce qui n'est pas alphanumérique de type : & / + > : ? % [] etc.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Copie de sauvegarde : Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

En cas de remise sur support physique électronique, il est exigé le format suivant : Clé USB.

Si à l'article 6.4 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur impose la remise des candidatures et des offres signées, la copie de sauvegarde devra également être signée par le candidat.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

GROUPEMENT CÉNOVIA-TRANSAMO

Monsieur le Directeur Général Délégué de CÉNOVIA, Monsieur Loïc SÉVIN

À l'attention du Pôle Marchés

Adresse : 41 Rue de l'Esterel – CS 51511 – 72015 Le Mans Cedex 2

Offre pour Aménagement de Chronolignes sur le réseau urbain de transport public de LE MANS
MÉTROPOLE

MARCHÉ 06 : Ouvrage d'Art et Génie Civil (OA-GC)

Lot 6 : Ouvrage d'Art et Génie Civil (OA-GC) Secteurs 1 et 2

Candidat :

NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

VI.3 - Modalités d'envoi des éléments qui ne peuvent faire l'objet d'une dématérialisation

Sans objet.

VI.4 - Modalités de signature des candidatures et des offres

Les candidatures et offres n'ont pas à être remises signées.

Le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul candidat attributaire.

L'acheteur impose la signature électronique du marché par l'attributaire.

Le marché sera signé au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS ».

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1^{er} octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seul le format de signature PAdES sera accepté.

APPLICATION YOUSIGN :

Si le candidat ne dispose pas de certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par l'arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, il sera invité par le pouvoir adjudicateur à signer les pièces contractuelles constitutives du marché via la plateforme YOUSIGN <https://yousign.com/> par le biais d'une signature dite « qualifiée » lui permettant de :

- + Lire les documents à signer
- + Valider des informations
- + De s'identifier en vidéo (vérification vidéo de la pièce d'identité et du visage)
- + Signer les documents
- + Sauvegarder son identification (optionnelle)

Dans le cadre d'une invitation à signer avec la Signature Électronique Qualifiée (souvent appelée QES), l'identification des signataires est renforcée par différentes opérations de vérification vidéo (pièce

d'identité et visage). Ces opérations sont nécessaires pour signer les documents, et permettent de renforcer la valeur juridique des signatures. À cet effet, le candidat s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur pour recevoir l'invitation, les nom et prénom, adresse mail et numéro de téléphone (portable professionnel) de la personne habilitée à signer le marché.

Par ailleurs, le candidat devra s'assurer de disposer avec lui, pour s'identifier lors de l'opération de signature :

- + *De sa pièce d'identité physique (en cours de validité)*
- + *D'un appareil mobile (téléphone portable ou tablette) avec appareil photo*

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

VII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **huit (8) jours** une demande via le profil d'acheteur.

Une réponse sera alors adressée au plus tard **six (6) jours** avant la date limite de réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier.

Annexes au présent RDC :

- Annexe n°1 « Déclaration sur l'honneur »
- Annexe n°2 « Formulaires candidatures DC1-DC2-DC4 »